

AFFAIRES PUBLIQUES ET INNOVATION



L'option « Affaires Publiques et Innovation » forme les élèves à l'analyse des dimensions politiques de l'innovation. Elle permet d'acquérir des compétences théoriques et pratiques dans des domaines tels que l'utilisation d'instruments marchands dans les politiques publiques (marché carbone, réforme tarifaire de la santé...), les choix publics en matière de valorisation de l'innovation (évaluation des performances des écotechnologies, détermination du prix des médicaments pour les maladies rares...), la gestion du risque par des outils technico-réglementaires (traçabilité des produits agro-industriels, encadrement du marché des substances chimiques...), ou encore les procédures de concertation (organisation de débats publics pour les projets d'infrastructure, relations entre l'entreprise et ses parties prenantes...).

Ces activités font aujourd'hui partie du quotidien de l'ingénieur occupant des fonctions de responsabilité dans l'entreprise, l'administration, les organisations internationales ou le secteur associatif. Elles visent à gérer des affaires publiques, caractérisées à la fois par des incertitudes liées au développement des technologies et des marchés, par des problèmes à l'interface entre l'organisation et ses parties prenantes (régulateurs, investisseurs, usagers, publics concernés...), et par l'articu-

lation croissante entre les secteurs publics et privés, entre les échelles de gouvernement nationale, européenne et internationale. Elles requièrent d'associer à la maîtrise technique de l'innovation une compréhension fine de ses enjeux politiques, liés notamment aux évolutions réglementaires, aux relations avec la société civile et à l'organisation des échanges économiques.

Ainsi, la formation délivrée par l'option répond à une demande croissante pour des ingénieurs capables de mettre leurs compétences techniques au service de projets à l'interface entre le développement industriel, la régulation et la gestion des attentes des parties prenantes. Elle s'appuie sur les sciences politiques, le droit, la sociologie et les études sociales des sciences pour fournir les outils permettant d'identifier, d'analyser et de gérer les dimensions politiques des projets techniques. Les stages permettent aux optionnaires de mettre à profit ces compétences dans des domaines caractérisés par de fortes incertitudes techniques et sociales. Ils se déroulent en partenariat avec des acteurs variés (entreprises, administrations publiques, ONG ou universités).

**Liliana Doganova,
Brice Laurent**

PUBLIC AFFAIRS AND INNOVATION

The «Public Affairs and Innovation» minor is a training program devoted to the analysis of the political dimension of innovation. It covers domains such as the use of market devices in public policies (e.g. carbon markets, tariff-based policy instruments...), public choices related to the valuation of innovation (e.g. price setting for drugs, performance evaluation of green technologies...), the management of risk by technical and regulatory tools (e.g. product labeling, market regulations...), or participatory procedures (e.g. public debates about infrastructure projects, company/stakeholder relations...). These activities have become components of management and engineering work, especially at leadership positions. They aim to manage public affairs, characterized by uncertainties linked to technological and market development, issues arising at the boundary between organizations and their stakeholders, and by the increasing articulation between public and private sectors. They require that technical competencies are complemented by the in-depth understanding of the political stakes of innovation, be they related to regulatory evolutions, relationships with civil society, or the organization of economic exchanges. Thus, the training program offered within the minor answers a growing request for

managers and engineers able to build on their technical competences to conduct projects encompassing industrial development, regulatory evolutions and the complex relationships with stakeholders. It uses political science, law, sociology and the social studies of science to introduce tools to identify, analyze and manage the political dimensions of technical projects. Internships offer opportunities to benefit from the training program in domains where technical and social uncertainties are acute. They are conducted in partnership with various actors (companies, public administrations, NGOs or universities).

**Liliana Doganova,
Brice Laurent**

AFFAIRES PUBLIQUES ET INNOVATION PUBLIC AFFAIRS AND INNOVATION

Lundi 25 juin Monday 25th June ■ V106B



Solène
DEMARY

8h30-9h30

Etude des méthodes de comptage et analyse de flux piétons pour l'amélioration d'un service de mobilité

Study of pedestrian flows' measurement methods for public transfer facilities

La transformation numérique des métropoles, soutenue par ses politiques d'utilisation et d'analyse de données au service de la ville intelligente, nécessite avant tout une acquisition de qualité de ces dernières. Cependant, les méthodes associées sont variées et la mise en place de technologies, comme le déploiement de capteurs, repose sur des choix déterminants pour leur exploitation future.

Pour un transporteur public comme la R.A.T.P., une connaissance fine de la fréquentation de son réseau, dans ses espaces et à bord de son matériel roulant, est essentielle tout autant au dimensionnement de l'offre à court et long terme qu'aux comptes rendus adressés à Île de France Mobilité pour sa rémunération: l'analyse du comportement de ses usagers est un réel défi pour l'entreprise. Les méthodes de comptage de flux piétons sont cependant complexes par l'expertise technique qu'elles nécessitent, puis par la préparation et la mise en œuvre de leur déploiement sur site.

A l'aide d'une description précise de différentes technologies disponibles et d'une compréhension de leur fonctionnement ainsi que des critères permettant de juger de leur performance et de leur fiabilité, nous analyserons ce qu'elles présupposent et embarquent sur les objets qu'elles examinent : les piétons, tout comme les espaces voyageurs, leurs services... Nous montrerons en quoi elles sont constituées d'opérations à la fois techniques, économiques et politiques, au-delà de la seule conformité aux réglementations en vigueur comme celles de la CNIL vis-à-vis de la protection des données.

Nous porterons une attention toute particulière à l'expérimentation d'un capteur innovant déployant une technologie de vision embarquée, s'inscrivant dans un partenariat entre la RATP et la start-up le développant. Nous exposerons alors de quelle manière cette expérimentation révèle un système d'innovation au service de la modernisation du réseau de transports parisiens.

The digital transformation of metropolitan areas is driven by policies regarding the analysis and usage of data. As such it is crucial that high quality processes are developed for the formulation and implementation of such policies. Furthermore methods vary widely across different technologies. For example the deployment of field sensors is dependent on the constraints and needs of their future usage.

For an operator of public transport, like the RATP, a detailed knowledge of its network traffic is vital both for structuring the characteristics of its offer and for its reporting to Ile de France Mobilité, the organization authority in charge of its remuneration. The analysis of the user's behavior is also a real challenge for the operator: pedestrian flow and throughput measurement methods require technical expertise in the establishment of the data collection method itself and during its deployment on site.

Thanks to a detailed review of different available technologies and the criteria used to judge their reliability and performance, we conduct an analysis on the objects they analyze: the pedestrians themselves, but also the facilities they are moving in. We demonstrate that they are constituted of technical, economic and political operations, beyond the conformity to the existing regulations toward data protection, such as the ones imposed by the CNIL.

Careful consideration is given to the experimentation of an innovative sensor using some computer vision technology, developed for the RATP by a startup. We explore to what extent this experimentation will reveal a system of innovation serving the modernization of the Parisian transportation network.

RATP
Fontenay-sous-Bois



Cyprien
D'HARCOURT

9h30-10h30

Les transports au défi de la transition énergétique

The green mobility challenge

Le secteur des transports en France est responsable de près d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre. Il est aussi une source majeure de polluants atmosphériques aux conséquences néfastes pour la santé humaine. Alors que les émissions des autres secteurs de l'économie ont eu tendance à se stabiliser sur le territoire français depuis une dizaine d'années, la part des transports a poursuivi sa croissance. Plusieurs raisons sont généralement avancées : (i) l'absence de technologies de substitution compétitives avec les moteurs thermiques et une forte dépendance au chemin, (ii) une fiscalité avantageuse pour le transport routier due à son rôle central dans la vie économique du pays, (iii) une demande sans cesse croissante de mobilité et (iv) une intervention de l'État traditionnellement centrée sur d'autres secteurs (production d'électricité, de chaleur...).

L'objectif du stage consiste à étudier le rôle de l'Etat dans la transition énergétique des transports afin de mettre en lumière les enjeux politiques, économiques et technologiques qui sous-tendent les interventions de la puissance publique. Différents leviers sont mobilisés : la réglementation et les normes (à la fois au niveau national et européen), le droit souple (les engagements pour la croissance verte par exemple), la fiscalité, le soutien à la recherche et l'accompagnement des nouveaux usages de la mobilité. Il s'agit également de voir comment l'analyse des politiques publiques (analyses coûts-bénéfices, scénarios prédictifs, bilans carbone...) et l'action de différents groupes d'intérêts (associations de défense de l'environnement, associations professionnelles ou de consommateurs...) s'articulent avec la décision politique.

With nearly one third of the country's greenhouse gas emissions, transports bear an important responsibility regarding France's contribution to climate change. They are also one of the main causes of poor air quality, which is related to many different health issues in several cities. Transports' emissions keep growing year after year whereas other sectors of the French economy have tended to stabilize their emissions during the last decade. Several explanations are usually given : (i) the lack of competitive alternatives to internal combustion engines and a strong path dependency, (ii) a favorable tax climate for road transportation due to its economic importance, (iii) an increasing demand for mobility and (iv) state interventions traditionally focused on other sectors such as electricity and heat production.

The aim of the internship is to study the political, economic and technical challenges underlying the making of public policies for green mobility. Various levers are used to induce change toward low emissions transport systems : regulatory schemes and standards (at the European as well as at the national level), soft law (green deals for example), tax incentives, support for innovation and new mobility schemes. We will also study how public policy analysis tools (such as cost-benefit analysis, forecasting scenarios, carbon footprint analysis...) and interest groups' interventions (environmental organizations, professional bodies...) interact with decision making.

**Ministère de la Transition
écologique et solidaire,
Cabinet de la Ministre
chargée des Transports**
Paris



Bérénice
CHAUMONT

11h-12h

Controverses sur l'après-mine en France

Controversies on post-mining activities

L'industrie de l'uranium s'est développée en France à partir de 1945, a connu son apogée dans les années 1980 puis s'est progressivement éteinte à la fin du vingtième siècle. Les activités d'exploration, d'exploitation et de traitement des mines d'uranium ont ainsi concerné plus de 200 sites répartis dans 25 départements, en particulier dans le Limousin, en Bretagne et en Bourgogne. Aujourd'hui, Orano (anciennement Areva) est chargée par l'État de gérer la fin du cycle d'exploitation de l'uranium, à savoir le réaménagement de ces sites. L'entreprise a accumulé des résidus d'exploitation dont elle doit

The uranium industry emerged in France in 1945, thrived during the 1980s then shrank at the end of the 20th century. More than 200 sites in 25 départements, notably in Limousin, Brittany and Burgundy were affected by the prospective, mining and processing activities of the uranium mines. As of today, Orano (formerly Areva) is mandated by the state to deal with the mining sites' remediation. The company has to minimize the environmental and sanitary impact of the mine wastes, but carrying out the reconversion of the sites sparks controversies that sometimes get virulent. For instance, one of Gueugnon's par-



Ghid
KARAM

minimiser l'impact sur l'environnement et les populations. La gestion des travaux d'entreposage ou de stockage est sujette à controverse entre les divers acteurs et se cristallise parfois autour de sujets précis qui deviennent particulièrement épineux. Ainsi par exemple à Gueugnon, en Saône-et-Loire, un parking construit sur des résidus miniers fait toujours débat : là où Orano propose des solutions techniques qui respectent les normes internationales, des associations proposent des contre-expertises et dénoncent un laisser-aller de l'exploitant et une inertie de l'État. Arrêtés préfectoraux, réunions publiques, communiqués virulents : riverains, instances étatiques, associations et industriels font entendre leurs points de vue qui ne sont pas forcément compatibles. Notre projet de recherche au sein du Centre de Sociologie de l'Innovation de Mines ParisTech est d'étudier les interactions entre les différents acteurs afin d'essayer de proposer les bases d'une discussion constructive sur l'après-mine en France. Menés sur la base d'entretiens avec les acteurs de la controverse, nos travaux, en partenariat avec Orano, visent à expliciter certains problèmes : nature technique et juridique des stériles et résidus miniers, question de la responsabilité, radioactivité naturelle versus artificielle. Nous observons l'émergence d'acteurs de la société civile qui se revendiquent comme autorités de contrôle indépendantes, et cherchent à pallier ce qu'elles définissent comme des lacunes réglementaires.

king lots, which was built on radioactive waste still raises concerns : when Orano proposes technical solutions that take into account international norms, associations provide counter-assessment and denounce the complacency of the company and the state. Whether it is through prefectural decrees, public meetings or press statements, the divergent opinions of residents, administrators, civil society organizations and companies contribute to a heated debate. Yet the management of mines still requires action to be taken. In that respect, our research project at the Center for the Sociology of Innovation aims at studying the interactions between the stakeholders. Based on interviews with the latter, our work seeks to map the controversies and highlight the main issues at stake, such as : the technical and statutory nature of the waste rocks and tailings, responsibility issues, anthropogenic versus natural radioactivity. We observe the emergence of civil society groups that define themselves as independent monitoring authorities aiming at alleviating what they identify as regulatory deficiencies.

ARMINES/CSI
60, bd Saint-Michel
Paris



Nour
KHATER

13h-14h

Elaboration d'une expertise technique et scientifique au service du débat public : l'exemple du gestionnaire du réseau de transport d'électricité en France sur l'intégration des énergies renouvelables sur le réseau électrique

Building a technical and scientific expertise informing the public debate: the example of the French electricity transmission system operator on the integration of renewables in the electricity grid

La loi du 10 février 2000, transposant la directive européenne de 1996 sur les règles communes pour le marché intérieur de l'électricité, a donné naissance à de nouveaux acteurs du système électrique français dont le gestionnaire du réseau de transport d'électricité (RTE). Ce dernier étant responsable de la gestion de l'infrastructure de réseau et de la gestion du système électrique (équilibre offre-demande) est à la fois un acteur du marché de l'électricité et un participant actif à la structuration de ce marché, prenant part au débat public sur le système électrique. Ainsi, par exemple, le Bilan Prévisionnel de RTE paru en novembre 2017 a conduit le ministre de la transition écologique et solidaire M. Hulot à repousser l'objectif de réduire d'ici 2025 la part de la production nucléaire à 50%. Comment cette entreprise de service public produit-elle une expertise technique et scientifique capable d'alimenter le débat public et d'appuyer les décisions politiques à l'échelle nationale et euro-

The Law of 10 February 2000, transposing the European Directive of 1996 concerning common rules for the internal market in electricity, led to the development of new actors in the national electricity system, as for instance the French transmission system operator RTE. This organization is responsible for the operation and development of the French high-voltage transmission grid and for the management of the electricity system (supply/demand balance). Therefore, it is both a player of the electricity market and a research agency involved in the market design by participating in the public debate on the electricity system. For instance, the report on supply and demand forecast published in November 2017 by RTE led the French Ministry of Ecological and Solidarity Transition M. Hulot to postpone the 2025 goal of reducing the share of nuclear energy to 50% of total French electricity production. How does this public utility provide technical and scientific expertise that informs the public debate

péenne ? Mon stage de fin d'études au sein de la R&D de RTE vise à apporter des éléments de réponse à cette question à partir d'un exemple concret de prise de position du gestionnaire dans le débat public : l'étude de l'impact de l'insertion d'une part croissante d'énergies renouvelables afin de proposer des évolutions des règles du marché de gros. Cette étude sera analysée à la lumière de la sociologie des sciences et des techniques et s'appuiera sur une ethnographie de sa production (observations participantes, récolte de documents intermédiaires...). Je mettrai ainsi en lumière un double mouvement qui ponctue la construction de l'expertise au sein du réseau sociotechnique dans lequel s'inscrit RTE : d'une part l'ancrage et la stabilisation de certains points dans le réseau existant et d'autre part des essais concrets de déplacement ou d'ouverture de nouvelles pistes. Cette approche méthodologique permettra de mettre en évidence les conditions de production de ce type d'études techniques et scientifiques qui occupent un rôle prépondérant dans l'élaboration de politiques publiques, en insistant notamment sur la place particulière qu'y tiennent les processus de quantification.

and supports policy decisions at both national and European level? My graduation internship in the Research and Development department at RTE aims to bring elements of a response to this question based on a practical example of RTE participation in the public debate: the analysis of the impact of growing shares of renewables on the electricity system in order to propose changes of the wholesale market rules.

This study is analyzed in the light of Science and Technology Studies and draws on an ethnography of its production (participant's observations, intermediate documents and reports...). This analysis brings to light a two-fold movement that enables the construction of RTE expertise in the socio-technical network to which RTE is attached: on one hand, the linking and stabilization of some nodes of the existing network and on the other hand, the attempts to displace or pave the way to new paths. This methodological approach highlights the framework for the production of technical and scientific studies that play a prominent role in the public policy-making, focusing notably on the peculiar function of quantification in this process.

RTE R&D
Versailles



Jérémie
BENHAMOU

14h-15h

Le travail d'harmonisation européenne libérale par la construction de systèmes techniques communs : exemple du calcul et de l'allocation des capacités d'échanges électriques transfrontaliers

The European liberal harmonization efforts through the construction of common technical systems: example of the calculation and allocation of cross-border electric exchange capacities

La libéralisation des secteurs électriques européens s'appuie sur la volonté politique du régulateur de créer un marché intégré et d'ouvrir à la concurrence les marchés nationaux. Le couplage des marchés nationaux rend essentiel le rôle des interconnexions électriques comme vecteurs des transactions commerciales transfrontalières. Les réformes européennes ont introduit une logique de marché dans l'organisation des échanges transfrontaliers, historiquement sous le contrôle strict des gestionnaires de réseaux et orientés à des fins d'assistance mutuelle et de sécurité d'approvisionnement. Dans cette logique libérale, le régulateur n'intervient idéalement que pour construire les méthodologies utilisées pour calculer les capacités d'échange transfrontalier offertes à chaque pas horaire aux acteurs de marché. Le sens des échanges électriques n'est ainsi que le résultat de la rencontre de l'offre et de la demande des marchés couplés, gouverné par les différences des prix spots des différentes zones de marché. Une maximisation de la capacité d'échange calculée va ainsi dans le sens de l'intégration des marchés souhaitée par le régulateur européen puisqu'elle permet un accroissement potentiel des échanges commerciaux et

The liberalization of the European electricity sectors takes its roots in the regulator's willingness to build an integrated common market and open up national markets to competition. The market coupling makes the electric interconnections play an essential role as the media for cross-border trades within the Community. The European reforms have introduced market-driven principles for organizing the cross-border power flows, whereas they were historically under the strict control of the national operators and mostly aimed at mutual assistance and security of supply. In this liberal approach, the regulator ideally only intervenes to build the guidelines used for calculating the hourly cross-border interconnection capacities offered to the market players. The orientations of the exchanges are only the results of supply meeting demand and are governed by the spreads between the various market bidding zones. Maximizing the exchange capacity calculated is therefore in line with the market integration targeted by the European regulator since it enables a potential increase of commercial exchanges, insures a better price convergence and introduces stronger competition between the producers. For this end, a new guideline on

assure par là une meilleure convergence des prix et une concurrence plus forte entre les producteurs. A ces fins, a été introduite en 2015 une nouvelle méthodologie de calcul et d'allocation des capacités d'échange fondée sur l'évaluation des flux physiques sur le réseau : la Flow-Based approach.

Ce travail rend compte de la réflexion menée au cours d'un stage au sein de la Direction Economique de RTE dans l'équipe Intégration des Marchés Européens. Il présente l'idée qu'une transition vers la Flow-Based approach s'inscrit dans une logique d'harmonisation européenne par l'opération coordonnée de systèmes techniques communs et dans un effort continu de «désencastrement» du marché de l'électricité des acteurs nationaux historiques. Il s'intéresse également à la justification économique et idéologique d'une telle transition par une définition propre au régulateur européen du bien-être social des consommateurs.

calculation and allocation of the transfer capacities, based on the physical power flows, was introduced in 2015: the Flow-Based approach. This study outlines the conclusions of an internship within the European Markets Integration team of the economics division of RTE. It provides the idea that a transition towards the Flow-Based approach is consistent with the dynamic of European harmonisation through the coordinated operation of common technical systems and with the continuous effort of "disembeddedness" of the electric markets from the historical national players. It also explores the economic and ideological rationale of such a transition, based on the European regulator specific definition of the consumer's social welfare.

**RTE, Direction Economique du
Système Electrique (DIESE)**
Versailles



Mathilde
PELLIZARI

15h30-16h30

Social Impact Bonds à la française : les Contrats à Impact Social mis à l'épreuve

The French Social Impact Bonds under scrutiny

En mars 2016, le gouvernement français s'est approprié un outil de financement du secteur social, six ans après sa naissance au Royaume-Uni : les Social Impact Bonds (SIB), ou en français, les Contrats à Impact Social (CIS). Alors que le Royaume-Uni déploie son quarantième SIB, la France signe son premier CIS en mai 2017 et en structure une douzaine au total. Les CIS permettent de faire financer par des investisseurs privés des projets imaginés par des associations ou autres structures de l'économie sociale et solidaire (ESS). En cas de succès de l'opération, défini selon un cahier des charges et évalué par un tiers, la puissance publique s'engage à rembourser les investisseurs et à rémunérer leur prise de risque.

Le CIS est avant tout un contrat, certes complexe, entre les parties prenantes. Il a besoin de nombreux ingrédients pour voir le jour : structure juridique sur mesure, structure évaluative négociée et convenue entre les parties-prenantes, mécanisme financier conditionné aux résultats, gouvernance commune. Le CIS est aussi un instrument de politique publique, loué ou critiqué, selon qu'il est vu comme un levier d'innovation ou une marchandisation du social.

Le travail d'option s'attache à montrer les étapes de construction et les caractéristiques du SIB « à la française ». Il s'appuie sur une série d'entretiens avec des acteurs des CIS, une analyse bibliographique et une étude menée à l'Impact Invest Lab dans le cadre du stage d'option. Le Lab est une plateforme d'expérimentation et de développement de l'investissement à impact social, qui a souhaité produire une étude de cas sur le CIS porté par Médecins du Monde : un programme expérimental visant à offrir une alternative à l'incarcération des personnes atteintes de troubles psychiatriques sévères.

In March 2016, the French government adopted a financing tool for the social sector, six years after it was originated in the United Kingdom: Social Impact Bonds (SIBs), translated in French as Contrats à Impact Social (CISs) ("Social Impact Contracts"). While the UK is developing its fortieth SIB, France signed the first CIS in May 2017 and is structuring a dozen of CISs in total. CIS allows private investors to provide up-front financing for the delivery social programs designed by associations or other actors of the social and solidarity economy (ESS). The government commits to repaying the investors and rewarding risk if the outcomes that have been contractually agreed upon are achieved, according to external evaluation. CISs are complex contracts involving different stakeholders. They require burdensome structuration processes: tailor-made legal frameworks, evaluation frameworks negotiated and agreed upon by all the stakeholders, payment-by-results mechanisms, common governance. CISs are also a public policy tool, which is being praised or criticized, whether it is considered as a lever for innovation or a neo-liberal form of marketization of public policy and social protection.

The study analyzes the construction and the characteristics of French SIBs. The work draws upon a series of interviews with CIS stakeholders, bibliography analysis, and a case study carried out at Impact Invest Lab as part of the internship. The Lab is an experimentation platform that aims at developing impact investing in France. The Lab wanted to produce a case study on the CIS developed by Médecins du Monde, that is a program designed to offer an alternative to incarceration for people with severe psychiatric disorders.

Impact Invest Lab
Paris



Hugo
LAW-KOUNE

16h30-17h30

L'ethnopsychiatrie. Pragmatique d'une pratique clinique

Ethnopsychiatry. Pragmatics of a clinical practice

L'ethnopsychiatrie française, incarnée par Tobie Nathan, émerge dans les années 1980. Elle désigne une psychothérapie spécifique, d'inspiration psychanalytique, destinée aux patients originaires de cultures non-occidentales. Son originalité consiste à déplacer certains repères structurels de la psychanalyse en intégrant des données culturelles dans la clinique et en aménageant un dispositif de soin associant des thérapeutes de diverses cultures.

Dans les années 1990, l'ethnopsychiatrie se fait dissidente et polémique. Dissidente par rapport à la psychanalyse freudienne dont elle est issue. Polémique en ce qu'elle renouerait avec l'idéologie coloniale qui enchaînait le patient à sa culture et en ce que ses cliniciens se feraient les confrères auto-proclamés des guérisseurs traditionnels. C'est ce caractère dissident et polémique de l'ethnopsychiatrie que nous avons voulu saisir, en la considérant comme une pratique clinique, c'est-à-dire un mode d'intervention sur/avec un patient ancré dans une épistémologie et guidé par une conception de la visée thérapeutique.

Notre travail s'appuie principalement sur les publications des ethnopsychiatres, en particulier les récits de cas cliniques, et sur la littérature relevant des disciplines "psy", de l'anthropologie et de la sociologie, au sein de laquelle l'ethnopsychiatrie a été discutée. Nous avons également mené une série d'entretiens semi-directifs auprès de cliniciens qui ont exercé au Centre Georges Devereux où se pratiquait l'ethnopsychiatrie.

Notre enquête s'est organisée autour de trois questions. Quel patient cette clinique se donne-t-elle ? Il s'agit de rendre compte de la figure du patient qu'elle contribue à façonner. Quelle visée thérapeutique l'ethnopsychiatrie se fixe-t-elle ? Il s'agit d'examiner l'oscillation entre l'appropriation d'un sens et d'une histoire d'une part, et la restitution d'une affiliation d'autre part. Quels objets manipule-t-elle ? Il s'agit de prêter attention aux dispositifs qui incarnent la culture, la rendent visible et opérante, et aux attachements du patient que ces dispositifs performant et authentifient.

French ethnopsychiatry, embodied by Tobie Nathan, emerges in the 1980s. It refers to a psychoanalytical psychotherapy dedicated to patients coming from non-western cultures. Its originality consists in shifting psychoanalysis structural landmarks by integrating cultural items in the clinical practice, and organizing a care setting which includes therapists from diverse cultures.

In the 1990s, ethnopsychiatry becomes dissident and controversial. Dissident towards Freudian psychoanalysis, which it stems from. Controversial as it is suspected to tie patients to their culture and as its clinicians are accused of deliberately acting like traditional healers. It is this dissident and controversial aspect of ethnopsychiatry that we would like to take hold of, in viewing it as a clinical practice i.e. an intervention mode on/with a patient, anchored in an epistemology and conducted by a conception of therapeutic targets.

Our work is mostly based on ethnopsychiatrists' publications, more specifically on clinical case stories, and on the literature of the 'psy' disciplines, anthropology and sociology where ethnopsychiatry has been discussed. We also led a range of semi-structured interviews with clinicians who practiced ethnopsychiatry in the Centre Georges Devereux.

Our investigation was organized around three questions. What patient does this clinic deal with? We account for the figure of the patient that it shapes. What therapeutic target does it define? Our work describes the oscillations between the appropriation of a sense and a story, and the restitution of an affiliation. What objects does it manipulate? We show how the settings embody the culture, make it visible and operatory, and how they perform and authenticate the patient's attachments.

EHESS
Paris

Mardi 26 juin Tuesday 26th June ■ L106



Clément
GUYON

8h30-9h30

Développement et commercialisation de solutions de stockage électrique de masse

Development and commercialization of massive power storage

Avec des actions humaines mettant une pression grandissante sur l'environnement, développer et commercialiser des sources d'énergie propres et

As human activity put a growing pressure on the environment, developing and commercializing clean energy sources is a more and more urgent

respectueuses de l'écosystème se fait de plus en plus urgent. Dans cette optique, le groupe Total a fondé sa branche GRP consacré au gaz et aux sources d'énergie renouvelables. Quelques années plus tard, Total Solar, une venture détenue à 100% par le groupe, a vu le jour en vue de se spécialiser dans l'exploration de modèle solaire. L'intégration d'une grande proportion de sources renouvelables, par nature intermittentes et difficilement contrôlables, dans un réseau électrique impose des contraintes fortes, qui auparavant existaient certes, mais restaient marginales, aux réseaux. Il se pose en effet des problèmes tant de lissage de la production afin de répondre exactement à la demande, que de maintien de la tension et de la fréquence nominale afin de ne pas endommager le réseau et les appareils y étant connectés, voire d'éviter des black-out. C'est pour répondre à ces enjeux croissants que Total Solar est en train de développer depuis quelques mois un département stockage, dédié à l'étude et au développement de parcs de stockage de masse. De telles infrastructures permettant en effet de redonner aux réseaux l'inertie perdue via l'augmentation de la part de renouvelable. Le sujet du stage sera ainsi axé sur le développement de cette activité nouvelle. Le travail d'option retracera alors le processus de création ex nihilo d'une activité économique s'inscrivant dans l'offre d'un service public, de l'identification précise des enjeux et acteurs, au développement de projets concrets en se confrontant à des difficultés jusqu'alors inconnues.

issue. With this in mind, the group Total founded its GRP branch, focused on power based on gas and renewables. A few years later, Total Solar, a venture fully owned by Total, was born, in order to focus on solar solutions.

The integration of a great amount of renewables, which are by nature intermittent and hardly controllable, in an electric energy mix imposes a huge stress on the grid. It raises issues that range from smoothing the production so that it meets the demand exactly, to sustaining the right tension and frequency to preserve the infrastructure and the objects connected to it, and can even trigger blackouts if not quickly corrected. In order to meet these challenges, Total Solar has been developing for a few months a storage department, which has the mission to study and develop massive storage parks. The aim of this infrastructure is to give back the inertia lost through the introduction of renewables. As part of my internship, I have been involved in the development of this new activity. I will analyse the creation, from scratch, of a new economic activity that is part of the commercial chain of a public service, from the precise identification of the objects, actors and issues involved, to the development of real projects confronting unforeseen difficulties.

Total Solar
La Défense



Clément
ODIER

9h30-10h30

Comment démontrer l'inventivité: le métier d'ingénieur brevet

How to demonstrate the inventive step: the patent attorney's work

La propriété industrielle est ce qui permet de protéger une invention ou un procédé industriel en vue de sa commercialisation. En pratique, l'établissement de dossier de demande de brevet nécessite un savoir-faire particulier donc de nombreuses entreprises délèguent cette tâche à des cabinets spécialisés tel que le cabinet Beau de Loménie, lieu où j'effectue mon stage. Pour être brevetée, une invention doit nécessairement être « nouvelle et inventive », de plus elle doit aussi avoir une application industrielle. Afin de le garantir, chaque demande de brevet s'accompagne d'une étude par l'autorité capable de fournir ledit brevet sur les éventuelles antériorités de l'invention. Matériellement, un brevet est un document écrit qui contient une description de l'invention ainsi que des revendications.

Industrial property allows to protect an invention or an industrial process in order to commercialize it. A patent grants its owner exclusivity on its invention, which needs to be new and inventive. Practically, filing a patent application demands specialized knowledge and many companies delegate this task to professional consulting firms as Beau de Loménie, where I do my internship. To be patented, an invention shall be "new and inventive" and it must have an industrial application. In order to confirm those aspects, each patent application comes with a study of eventual anteriority by an authority able to grant the patent. Technically, a patent is a written document containing a description of the invention and claims.

A partir de mon expérience en stage, le travail d'option analyse un aspect particulier du métier d'ingénieur brevet : la démonstration de l'inventivité d'une invention. Cette étude se caractérise par la figure particulière qu'est « l'homme du métier » : ingénieur fictif qui doit posséder suffisamment de savoir technique pour comprendre les documents sans aide extérieure mais ne disposant que d'une imagination triviale. On liste alors les documents les plus proches d'une invention en étude et l'ingénieur évalue si cet « homme du métier » serait capable de refaire l'invention s'il est confronté au problème technique auquel cette dernière répond. Si oui, cette invention n'est pas considérée comme inventive. Cette décision se prend avec l'autorité délivrant le brevet et s'articule sur des citations concrètes du texte défendeur. Ce processus comporte beaucoup de zones grises et le travail d'option analysera des moyens mis en œuvre par un ingénieur brevet pour convaincre, ce à travers des exemples précis.

Building on my internship experience, I analyse a precise aspect of the patent attorney's work: the demonstration of the inventive step. This study focuses on a singular figure, the "skilled man of the art": a fictive engineer who possesses enough technical knowledge to understand the documents without any help but who possesses a very basic imagination. The closest documents that can be associated to the invention are listed and the engineer evaluates if this "skilled man of the art" would be able to reproduce the invention if (s)he faces the same technological issue that it proposes to solve. If (s)he is able to do so, the invention shall not be considered as inventive. This decision is taken with the authority that can grant the patent and is based on actual citation of the pleading text. This process includes many grey areas. Drawing on concrete examples, I will analyse the means used by a patent attorney to make this demonstration.

Beau de Loménie
Paris



Oussamah
JABER

11h-12h

Digitaliser une entreprise, une simple affaire technique ?

Digitizing a company, a simple technical transformation?

Les outils du numérique prennent une place toujours croissante dans la vie des entreprises. Ces outils ne sont pas seulement le biais par lesquels passent les activités, ils sont aussi le lieu où elles se déroulent. Ils transforment aujourd'hui le travail et ses modalités dans tous les secteurs. Cette transformation s'accompagne de nombreux enjeux organisationnels, mais aussi juridiques, tant en termes de droit du travail, qu'en termes de droit des données personnelles par exemple. La réflexion sur ces enjeux est le cœur de mon travail d'option, et s'appliquera au projet de numérisation de l'offre de conciergerie privée de John Paul, auquel je participe dans le cadre de mon stage chez Theodo, une entreprise de conseil en développement web qui s'appuie sur une méthodologie agile. John Paul a repris le métier de concierge d'hôtel pour créer une entreprise qui répond à tous les désirs des clients, qu'ils soient simples comme la réservation d'une place de concert ou d'un billet d'avion, ou plus excentriques. Pour le moment, les 600 concierges de John Paul passent principalement par des outils assez simples, comme des téléphones. C'est pour cette raison que John Paul souhaite se doter d'outils numériques qui permettront d'augmenter la productivité des concierges et d'améliorer le service rendu aux clients. Quelles sont les conséquences des outils numériques sur l'organisation d'une telle entreprise, et quels sont les enjeux qu'ils soulèvent ?

Digital tools are becoming increasingly important in the life of companies. These tools are not only the way through which these activities go, they are also the place where these activities actually take place. This is why these tools are transforming the way people work in all sectors. This transformation is accompanied by many organizational challenges, but also legal ones. Such legal issues arise not only in terms of labor law but also in terms of personal data law, for example. I will address these issues building on my work at Theodo, a web consulting firm that relies on agile methodology. I am part of a team that contributes to a digitization project at John Paul's private concierge service. John Paul has taken over the business of hotel concierge to create a company with a business model that meets all the desires of customers, whether they are simple like booking a concert ticket or a plane ticket, or more eccentric. For the moment, the 600 concierges of John Paul use mainly rather simple tools, like telephones. John Paul wants to adopt digital tools that will increase the productivity of concierges and improve service to customers. What are the consequences of digital tools on the organization of such a company, and what are the issues that they raise?

Theodo
Paris

Simon
MARTIN

12h-13h

Etude des particularités du Secteur Public - illustration par les activités de conseil

Study on the specificity of the Public Sector consulting activity

Wavestone est un cabinet de conseil indépendant, né du rapprochement de deux cabinets : Kurt Salmon et Solucom. Wavestone propose ses services de conseil à des clients leaders sur leur marché et provenant de secteurs variés. Le cabinet est particulièrement reconnu par les acteurs du Secteur Public comme des ministères, des grandes collectivités et des établissements publics.

Ces acteurs sont de plus en plus exigeants concernant leurs dépenses, les relations avec les usagers, avec une attention portée à la mise en place des nouvelles politiques, dans un contexte de modernisation général. L'État et le Secteur Public font donc appel à des équipes externes issues des cabinets de conseil, sur le même schéma que l'industrie et les services, mêlant stratégie, management, et organisation.

Dans le cadre de mon stage, j'ai rejoint l'équipe spécialisée dans le domaine du Secteur Public et des Institutions Internationales de Wavestone. Les missions de cette équipe sont multiples, notamment sur des sujets liés à l'accélération des réformes, à l'innovation, aux stratégies d'amélioration du service public, ou à la transformation numérique.

A l'aune des différentes missions que j'ai réalisées pendant mon stage, je me suis intéressé aux particularités de l'activité du conseil en Secteur Public, notamment au regard des besoins spécifiques de ce secteur, ainsi que de la conduite de la mission de conseil. Ainsi, en étudiant par l'intermédiaire de plusieurs expériences la façon dont les cabinets s'adaptent à ce secteur, et comment celui-ci se transforme, nous pourrions décrire certaines de ses caractéristiques sous un angle différent.

Wavestone is an independent consulting firm, born from the merger of two firms : Kurt Salmon and Solucom. Wavestone offers consulting services to market-leading clients from diverse industries. The firm is particularly recognized by public sector players as ministries, large local communities and public institutions.

These actors are increasingly demanding about their spending, relations with users - with a focus on the implementation of new policies - in a context of general modernization. The State and the Public Sector therefore use external teams from consulting firms, e as industry and services do, combining strategy, management and organization.

As part of my internship, I joined the team of Wavestone specialized in the Public Sector and International Institutions field. The missions of this team are diverse, especially on topics related to the acceleration of reforms, innovation, strategies for the public service improvement, or digital transformation.

In the light of the various missions that I carried out during my internship, I was interested in the peculiarities of consulting activities for the Public Sector, especially regarding its specific needs as well as the way a mission is conducted. Thus, by studying through several experiences the way in which consulting firms adapt to this sector, and how this sector is transformed, I will be able to describe some of its characteristics from a different angle..

Wavestone
Paris La Défense

William
MEUNIER

14h-15h

Elaboration d'une stratégie de transition énergétique en territoire insulaire

Development of an energy transition plan for island territories

Les Zones Non Interconnectées (ZNI) désignent les territoires français, en grande majorité insulaires, dont l'éloignement géographique prohibe la connexion au réseau électrique de l'Hexagone. L'électricité consommée est produite sur place et leur isolement induit un important surcoût de production. Les conditions d'émergence d'une concurrence n'étant pas réunies, le code de l'énergie reconnaît que la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés, ainsi que la gestion des réseaux de distribution et de l'équilibre offre-demande dans les ZNI relèvent d'une mission de service public, confiée à la direction SEI d'EDF.

The «Zones Non Interconnectées», or ZNIs, are the French territories, overwhelmingly islands, featured by their geographical distance to the French continent which prohibits their interconnection to the main electricity network. Power consumption in these territories is therefore fueled by local production which induces significant additional costs. As the conditions for a competitive market are not met, the French energy code considers the supply of electricity at regulated tariffs, as well as distribution networks and the supply/demand balance management to be part of a public service mission, entrusted to a division of EDF, French largest

Dans le cadre de la transition énergétique, la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) fixe des objectifs ambitieux pour les territoires isolés : porter la part des énergies renouvelables (EnR) à 50% en 2023 et 100% en 2030.

Mon travail au sein de l'équipe Smart Grids d'EDF SEI consiste en l'élaboration de la stratégie pour atteindre les objectifs fixés par la PPE pour les îles du Ponant, seules ZNI du continent métropolitain. Elle doit résulter d'un compromis technico-politico-économique :

(i) L'instabilité du réseau, conséquence de sa taille réduite, son isolement qui complique les opérations de maintenance et la forte variabilité saisonnière de la consommation électrique sont autant d'obstacles techniques à l'augmentation de la part des EnR sur ces îles historiquement alimentées par des centrales thermiques.

(ii) Les surcoûts structurels de production électrique étant couverts par la Contribution au Service Public de l'Électricité - un fonds financé par l'ensemble des consommateurs d'électricité - que le régulateur cherche à maintenir au plus bas, ce dernier soutient les projets de transition énergétique avant tout sur la base de leur viabilité économique.

(iii) Les acteurs du débat sur la transition énergétique - collectivités locales, citoyens, syndicats d'énergie, associations de protection environnementale et urbanistique - défendent avec vigueur des intérêts souvent conflictuels, ainsi l'adoption d'une solution locale de transition énergétique nécessite de profondes concertations.

power utility, called "SEI"

As part of the energy transition, a program called "PPE" sets extremely ambitious targets for the ZNIs, namely reaching 50% of renewable energy penetration by 2023 and 100% by 2030.

My work within EDF SEI's Smart Grids team consists of devising a strategy to reach the goals set within the PPE program specifically for the Ponant Islands (Chausey, Molène, Ouessant and Sein), the closest ZNIs to the French continent. Its development needs to result from a compromising process between technological, economic, and political constraints:

(i) Increasing RE penetration on these islands historically fueled by resilient thermal power plants is all the most challenging as the electric grid is small-sized, therefore encountering frequent faults, isolated and needs to adapt to large seasonal variability in consumption.

EDF SEI



Maxime
BREILLER-LAVERDURE

15h-16h

Défendre ses intérêts, produire de l'expertise : le lobbying européen d'Engie

Defining interests, producing expertise: Engie's European lobbying

Les grandes entreprises ne recherchent pas seulement le succès économique via leur positionnement sur les marchés : elles mettent aussi en œuvre des stratégies hors marché (non-market strategies) dans le but d'acquiescer de l'influence pour accroître leur avantage compétitif. Parmi ces stratégies, le lobbying consiste à influencer les décideurs politiques en multipliant les contacts et en variant les canaux de communication (rendez-vous, forums, position papers, etc.). Pour ce faire, les grands groupes doivent d'abord définir leur intérêt puis parvenir à le présenter aux décideurs en se présentant comme un acteur incontournable et crédible dans leur secteur. Ce travail propose d'étudier la manière dont Engie constitue le discours qu'elle adresse aux décideurs européens à Bruxelles. Il s'agit de voir comment l'entreprise traduit ses intérêts auprès des institutions européennes, via notamment l'expertise qu'elle est capable de mobiliser à destination de décideurs. Traditionnellement, le lobbying est théorisé comme une relation entre un lobbyiste et un « lobbyisé » où s'échangerait de l'information contre de l'influence. L'intensité de cette relation dépendrait alors de la qualité et de

Large companies seek not only to achieve economic success through their market positioning, but also to implement non-market strategies in order to gain influence and increase their competitive advantage. Lobbying, one among these strategies, consists of influencing political decision-makers by multiplying contacts and varying communication channels (meetings, forums, position papers, etc.). To do this, major groups must first define their interest and then communicate it to decision-makers by presenting themselves as a key and credible player in their sector. This research proposes to study the way in which Engie composes the discourse it addresses to European decision-makers in Brussels. The aim is to see how the company translates its interests to the European institutions, in particular through the expertise it is capable of mobilising for decision-makers. Traditionally, lobbying has been theorized as a relationship between a lobbyist and a « lobbied », where information is exchanged for influence. The intensity of this relationship would then depend on the quality and regularity of the information provided by the lobbyist. It is therefore interesting to question the criteria

la régularité des informations fournies par le lobbyiste. Il est donc intéressant de s'interroger sur les critères d'évaluation de la qualité de l'information par le lobbyisé : comment l'information portée par le lobbyiste est-elle rendue crédible, fiable, importante aux yeux du lobbyisé ?

for evaluating the quality of information by the lobbyist: how is the information carried by the lobbyist made credible, reliable, and important in the eyes of the party being lobbied?

ENGIE
Bruxelles



Adrien
COLVEZ

16h-17h

Du texte de loi au code informatique : étude de l'accès aux données bancaires par les FinTech

From law to computer code: analysis of the access to banking data by FinTech

Les FinTech occupent une place grandissante dans le paysage bancaire et financier mondial. Portées par des innovations en matière d'intelligence artificielle, de traitement de la donnée, etc., elles concurrencent de plus en plus le modèle traditionnel des banques universelles. Acteurs récents et au développement rapide, se positionnant sur des secteurs de niche, leur activité est donc complexe à appréhender pour le régulateur. C'est particulièrement le cas pour les Prestataires de Services d'Initiation de Paiement (PSIP), et pour les Prestataires de Services d'Information sur les Comptes (PSIC), deux catégories de FinTech dont l'activité repose de façon fondamentale sur l'accès aux données bancaires de leurs clients. La difficulté à la réguler résulte des modalités d'accès à ces données bancaires : aucune architecture informatique logicielle n'existe à l'heure actuelle pour encadrer cet échange de données bancaires entre les banques et ces nouveaux acteurs. Or, la deuxième Directive Européenne portant sur les Services de Paiement (DSP2) impose à l'horizon 18 mois la mise en place de canaux de communication standardisés, qui prendront la forme d'API, entre banques et FinTech. Mon travail au sein de la DG Trésor m'a permis, par des entretiens avec les différentes parties prenantes impliquées dans la création de ces API (FinTech, banques, prestataires de services informatiques, autorités régulatrices du domaine bancaire), d'appréhender le rôle du législateur dans le processus de transposition d'un texte de loi en code informatique, étape cruciale de la mise en œuvre de la DSP2. Je me propose donc de montrer dans quelle mesure les contraintes inhérentes à la structure du code informatique conditionnent la prise de décision publique pour résoudre les incertitudes que fait émerger le décalage entre les langages législatif et informatique.

FinTech actors hold a growing position in the global banking and financial landscape. Driven by innovations in artificial intelligence, data processing, etc., they are increasingly competing with traditional banks. Emerging and fast-developing actors, positioning themselves on niche sectors, their activities are thus complex to assess and monitor for the regulator. It is particularly true for Payment Initiation Service Providers (PISP) and Account Information Service Providers (AISP), two categories of FinTech whose activity is based on access to banking data of their customers. The difficulty in regulating their activity is a consequence of the means of accessing these banking data: no software architecture currently exists to regulate this exchange of banking data between banks and these new players. However, the second European Directive on Payment Services (PSD2) requires, within 18 months, the implementation of standardized communication channels in the form of APIs, between banks and FinTech. At the DG Trésor, I have been able, through interviews led with various stakeholders involved in the creation of these APIs (FinTech, banks, IT service providers, regulatory authorities of the banking sector), to examine the role of the legislating authority in the process of transposing legislation into computer code, a crucial step of the PSD2 implementation. I analyze the extent to which constraints due to the structure of the computer code determine the public decision-making process aiming at solving the uncertainties emerging from the gap between legislative and computer languages.

Direction Générale du Trésor
Paris